

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N°26 – 1^{er} juillet 2021

En bref

Selon les derniers chiffres de l'institut national des statistiques (DANE), le taux de chômage en mai affiche 15,6 % en Colombie, en baisse de 5,8 points de pourcentage par rapport au même mois l'an dernier, lorsque le taux avait atteint un pic historique à 21,4 %. Par ailleurs, les chiffres du rapport montrent que, parmi les personnes employées, 48,3 % occupent des emplois informels en mai 2021, ce qui signifie une augmentation de 1,5 point de pourcentage par rapport au chiffre de mai 2020 (46,8 %), de sorte que la reprise a été marquée par une hausse de l'informalité. Enfin, en comparant les résultats avec ceux de 2019, le DANE indique que la récupération n'est pas totale. En effet, alors que 92.000 Colombiens déclaraient chercher un travail depuis un à deux ans en 2019, elles sont désormais 514.000 en mai 2021.

LE CHIFFRE À RETENIR

15,6 %

C'est le taux de chômage du mois de mai en Colombie, en baisse de 5,8 points sur un an.

BOLIVIE

Un ex-Vice-ministre du Trésor arrêté dans l'enquête sur le financement FMI octroyé en 2020.

Carlos Schlink, ancien Vice-ministre du gouvernement Áñez, a été arrêté dans le cadre de l'enquête sur les anciens responsables du ministère de l'Économie et des Finances publiques (dont l'ancien Ministre José Luis Parada), qui ont approuvé en 2020 un instrument de financement rapide du FMI de 327,7 MUSD. Le ministère accuse M. Schlink d'une conduite anti-économique, de résolutions contraires aux lois et à la Constitution, de contrats défavorables à l'État et d'un manquement aux devoirs. L'intéressé indique que le responsable de ces décisions était le ministre. Pour rappel, le MAS, actuellement au pouvoir et qui contrôlait

l'Assemblée législative lorsque le gouvernement Áñez était au pouvoir, s'est opposé à ce financement FMI, lequel a été restitué en février 2021 sous le mandat du Président Luis Arce.

COLOMBIE

La banque centrale de Colombie maintient son taux d'intérêt à 1,75 % dans une décision unanime.

Le conseil d'administration de la Banque centrale de Colombie a maintenu lundi le taux d'intérêt de référence à 1,75 % pour le neuvième mois consécutif, dans le cadre d'une politique monétaire expansive visant à soutenir la reprise économique. La banque continue de prévoir une croissance du PIB pour 2021 comprise entre 3 % et 7 %, avec une fourchette centrale de 6,5 %. De



son côté, le gouvernement a récemment revu à la hausse ses perspectives de croissance économique pour l'année, prévoyant une hausse du PIB de 6 %, contre une prévision de 5 % auparavant.

Le ministre des Finances a précisé les nouvelles sources de revenus de la réforme fiscale.

Le ministre des Finances José Manuel Restrepo a détaillé les nouvelles sources de revenu du projet 2.0 de la prochaine réforme fiscale, après que le premier a été rejeté à la fin avril à la suite de nombreuses manifestations dans le pays. Dans le cadre d'un objectif double de stabilité sociale et budgétaire, le ministre a annoncé que la réforme ne toucherait pas à la TVA, à l'imposition des retraites et à l'augmentation de l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques comme il était question lors du projet initial de façon très progressive. Cette fois, il s'agira de démanteler partiellement certains des avantages de la Loi de croissance 2019, par exemple en supprimant le bénéfice de la baisse progressive de l'impôt sur les sociétés. « *Nous devons faire en sorte que des poches les plus riches, nous atteignons les poches des plus vulnérables, sans affecter ceux qui sont au milieu, c'est-à-dire la grande classe moyenne* », a-t-il déclaré. Par ailleurs, José Manuel Restrepo estime à 1,02 Md USD (environ 0,3 % du PIB) les économies annuelles réalisées à partir de 2021 grâce à une austérité dans les dépenses publiques et les nouveaux instruments mis en place pour vaincre l'évasion fiscale.

La production de charbon a baissé de 28 % en un an au premier trimestre ; la production d'or augmente de 23 %.

La production de charbon a chuté de 28% au premier trimestre 2021 par rapport à l'année précédente, en raison de l'évolution des prix du charbon et des effets de la pandémie de coronavirus. Au cours des trois premiers mois de l'année, la Colombie a ainsi produit 13,9 M de tonnes, contre 19,4 M de tonnes au premier trimestre 2020. En parallèle, la production d'or au premier trimestre de l'année a augmenté de près de 23% à 11,7 tonnes, contre 9,53 tonnes au premier trimestre de 2020.

EQUATEUR

Le PIB est en baisse de 5,6 % au premier trimestre 2021.

D'après la dernière estimation de la Banque centrale équatorienne, le PIB est en baisse de 5,6% au premier trimestre par rapport au trois premiers mois 2020. Cette contraction s'explique essentiellement par une baisse de la consommation publique de 8,5 %, la baisse de l'investissement (public et privé) de 6,3 % et la baisse de la consommation des ménages de 3%. Côté sectoriel, ce résultat reflète une contraction du secteur de la construction (-10,4%), des services domestiques (-9,2 %) et de services touristiques (hébergement et restauration) de -9 %. En revanche, le secteur de la pêche, les communications et le raffinage de pétrole affichent des augmentations annuelles respectives de 16,2 %, 4,3 % et 3 %.

La Cour constitutionnelle a jugé que l'adhésion à la CIRDI ne nécessite pas d'approbation législative.

La Cour constitutionnelle a jugé cette semaine que l'adhésion à la Convention pour le règlement



des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États (CIRDI) ne nécessite pas d'approbation législative avant sa ratification. La Cour a souligné qu'il s'agit d'un accord-cadre qui établit la possibilité pour l'État de recourir à l'arbitrage international ou à des processus de conciliation internationale.

PEROU

La Banque centrale (BCRP) maintient sa prévision de croissance à 10,7% pour 2021.

Dans son dernier rapport sur l'inflation, la BCRP a maintenu ses prévisions de croissance du PIB de 10,7 % pour 2021 et 4,5 % pour 2022. Le FMI prévoit de son côté une croissance de 8,5% en 2021 (prévision d'avril) et la Banque mondiale table sur une hausse de 10,3% (prévision de juin). Par ailleurs, la BCRP prévoit une inflation de 3 %, plus élevée que les niveaux précédents, mais dans la fourchette-cible de la Banque centrale. La BCRP table sur une réduction du déficit budgétaire de 8,9 % du PIB en 2020 à 4,5 % en 2021, et une dette publique de 34,8% en 2020 à 34,4% en 2021 (supérieure au plafond de 30% que s'impose l'État péruvien). L'enquête réalisée en mai auprès des agents financiers fait état d'anticipations situant le taux de change entre 3,50 et 3,70 soles pour un dollar (lequel a atteint un record de 3,99 soles en juin) pour la fin 2021. La Banque souligne que le contexte international est favorable à la reprise, notamment grâce aux prix élevés du cuivre, en dépit des incertitudes concernant le cap économique que tiendra le futur gouvernement.

Faute d'intérêt du secteur privé, l'État mènera le projet de massification du gaz naturel SIT Gas.

Le projet SIT Gas, visant un accès massif au gaz naturel dans 7 régions andines et amazoniennes, sera conduit par l'État péruvien comme l'a annoncé le ministère de l'Énergie et des Mines (Minem). Cette décision survient alors que Proinversión, l'Agence de Promotion de l'Investissement Privé, a informé que l'appel à projets n'a pas trouvé preneur. Le Minem évalue l'utilisation des ressources du Fonds d'Inclusion Sociale Énergétique (FISE) et du Système de Sécurité Énergétique en Hydrocarbures (SISE) prévus pour le développement d'infrastructures de gaz naturel.

VENEZUELA

PdVSA relance sa campagne de forage, suspendue depuis 2019.

Au cours du second semestre, PdVSA a prévu 17 nouveaux forages, dont 14 sous contrat à 1,5 MUSD chacun, l'objectif du plan étant de porter la production à une moyenne de 1M de barils par jour en 2021 (contre 479.000 b/j environ en avril). Depuis le début de l'année, la reprise a été lente puisque la production d'avril était inférieure de 119.000 b/j à celle du mois précédent et de 112.000 b/j à l'objectif fixé dans le plan de relance. La production a été affectée par un certain nombre de facteurs, notamment les retards de paiement aux partenaires des coentreprises et fournisseurs, le manque de main-d'œuvre et les retards dans le programme de récupération des puits. La production a également été affectée par la mauvaise qualité des diluants pour le brut extra lourd (PdVSA

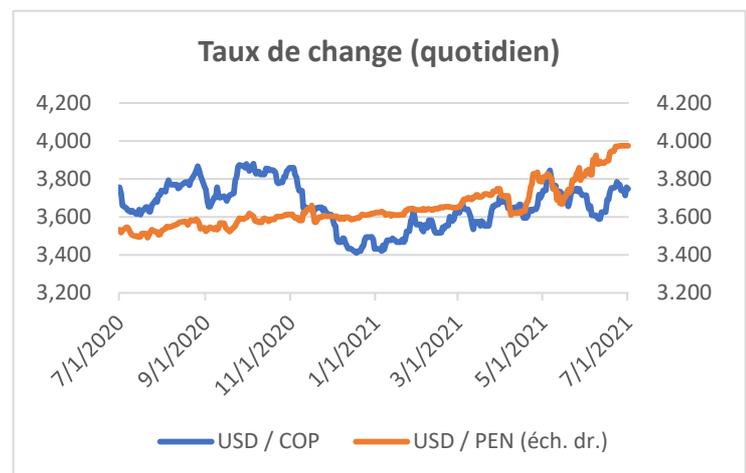
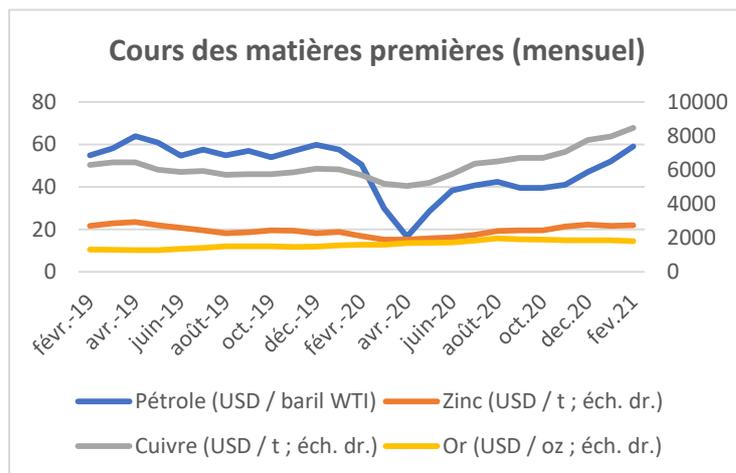


n'ayant plus accès aux importations des anciens diluants en raison des sanctions américaines), ainsi que par le non-fonctionnement des infrastructures, notamment les usines de compression de gaz et les plateformes de forage. PdVSA compte par ailleurs réaliser des travaux pour ouvrir 3.700 puits fermés (il n'y a pas de chiffres disponibles sur le nombre total de puits fermés au Venezuela). Par exemple, dans la ceinture de l'Orénoque, il y a 184 puits qui ont été suspendus et qui n'ont pas été totalement construits, associés à une capacité de production de 74.000 barils par jour.

Le Venezuela a signé un premier contrat avec Cuba pour recevoir des vaccins.

Les autorités vénézuéliennes n'ont pas précisé combien de doses étaient arrivées de Cuba mais ont indiqué que le Venezuela avait signé un contrat pour l'achat de 12 M de doses du vaccin cubain Abdala. Cuba a déclaré que ce vaccin à trois doses s'était révélé efficace à 92,28 % lors des derniers essais cliniques. En avril, le gouvernement du président Nicolas Maduro a déclaré avoir payé l'initiative COVAX pour 5M de doses, qui ne sont pas encore arrivées. Des responsables ont déclaré au début du mois que quatre de ses paiements avaient été "bloqués".

Les graphiques de la semaine :

**Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :**

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38.7	-7.7	5.5	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282.2	-8.2	5.1	-9.4	59.3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93.07	-7.5	2.5	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6.8	43.3	16.3	-5.6	36.9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188.4	-11.1	8.4	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2.8	-13.4	0.6	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27.9	n.a	-30	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45.3	382.7	-9.9	5.8	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211.4	1312.6	-4	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
CHILI	19.4	245.4	-5.8	6.1	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128.9	1133.2	-8.2	5	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international